

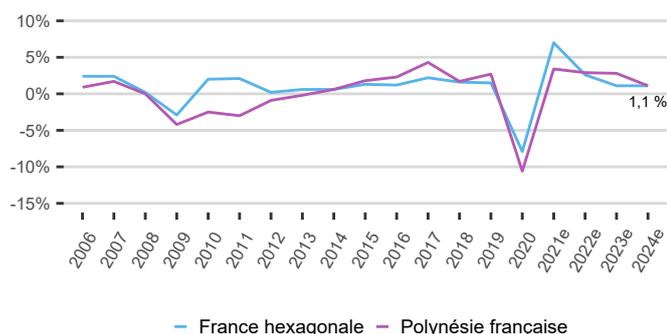
## Une croissance économique modérée, qui accompagne une amélioration du pouvoir d'achat des ménages

**En 2024, la croissance reste positive en Polynésie française mais elle se modère. La progression du produit intérieur brut (PIB) en volume est de 1,1 %, après un gain de croissance réactualisé à 2,8 % pour 2023. La consommation des ménages constitue toujours un moteur essentiel à cette croissance, conjuguée à celle de la consommation des administrations (effet lié aux Jeux olympiques) et à la bonne tenue des investissements privés. En revanche, la baisse des exportations et la légère augmentation des importations pèsent négativement sur la croissance. Dans le même temps, la situation sur le marché du travail continue à s'améliorer, soutenant l'essentiel des gains de pouvoir d'achat des ménages polynésiens.**

### La demande intérieure porte l'essentiel de la croissance du PIB

En 2024, le PIB de la Polynésie française est estimé à 700 milliards de F.CFP. La croissance en volume ralentit à + 1,1 %, contre + 2,8 % en 2023. L'inflation est toujours positive (+ 1,2 % en moyenne annuelle), mais continue à refluer (+ 3,3 % en 2023) avec la stabilité des prix dans l'alimentaire. Ainsi, en 2024, le PIB s'accroît de 3,0 % en valeur avec la bonne tenue de la demande intérieure en biens et en services. Ce rebond de la demande intérieure (consommation et investissements) se répercute pour partie sur le niveau des importations qui progresse en 2024 accentuant, avec le recul des exportations, le déficit extérieur de la Polynésie française.

**Fig. 1.** Comparaison des taux de croissance réels entre la France hexagonale et la Polynésie française



Source : Comptes économiques rapides - ISPF, INSEE

Le PIB par habitant progresse de 0,9 % en volume en 2024. Il s'établit ainsi à 2 millions de F.CFP par habitant, à francs constants (2,5 millions de F.CFP en valeur courante). Dans l'Hexagone, l'activité a progressé de 1,1 % en 2024 portant le PIB par habitant à plus de 5 millions de F.CFP.

La demande intérieure contribue pour 2,9 points à la croissance, alors que la demande extérieure nette contribue pour - 1,7 point avec des exportations en volume de biens et de services qui baissent (les perles essentiellement). Au sein de la demande intérieure, y compris les stocks, la croissance de la consommation des ménages (+ 1,3 % en volume) et celle des investissements publics (+ 3,5 % en volume) expliquent ce résultat. Le secteur public (État, Pays, Communes, etc.) continue ainsi de soutenir la demande par le biais de ses dépenses de fonctionnement (+ 3,2 % en volume) et de ses investissements dont les hausses, en partie liées aux dépenses additionnelles des Jeux olympiques, contribuent directement pour + 1,2 point à la croissance annuelle de 2024. La baisse des exportations de biens et de services s'explique essentiellement par le recul des volumes exportés de perles après une année record en 2023. Elle contribue pour - 1,1 point à l'évolution du PIB en volume, la hausse des importations de biens et de services contribuant pour - 0,6 point en volume.

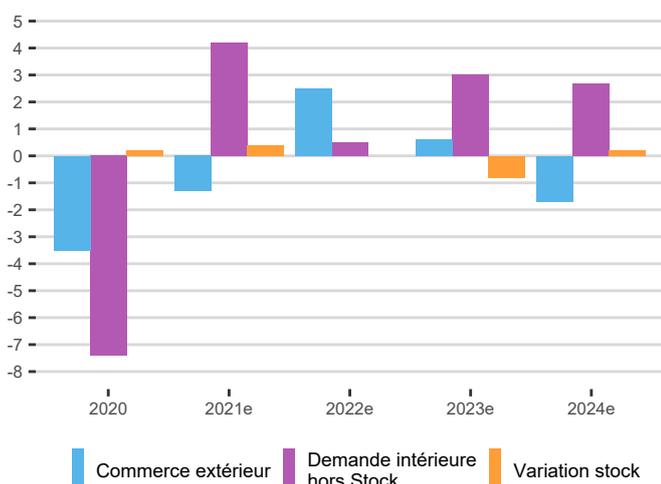
**TABLE 1.** Les principaux agrégats et leur évolution

Unité : milliards de F.CFP	2024e	2024e au prix de 2023	Valeur	Prix	Volume
<b>PIB</b>	<b>697,5</b>	<b>684,9</b>	<b>3,0%</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,1%</b>
Consommation des ménages	514,1	507,9	2,7%	1,2%	1,3%
Consommation publique	223,3	223,7	3,1%	-0,2%	3,2%
Investissement public	42,7	42,5	4,0%	0,5%	3,5%
Investissement privé et variation des stocks	110,1	109,9	0,7%	0,2%	0,5%
Importation de biens et de services	321,9	325,3	0,3%	-1,0%	1,3%
Exportation de biens et de services	127,8	124,6	-3,9%	2,5%	-6,3%

(e) : estimation

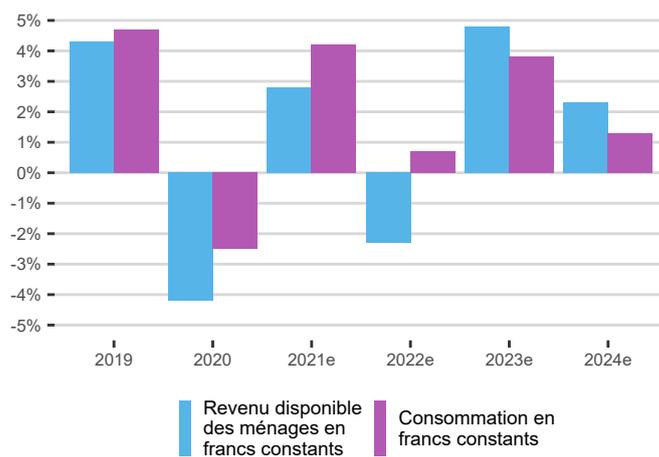
Source : Comptes économiques rapides - ISPF

**FIG. 2.** Les contributeurs à la croissance en volume (en points)



Source : Comptes économiques rapides - ISPF, INSEE

**FIG. 4.** Évolution du revenu disponible moyen des ménages et de la consommation réelle

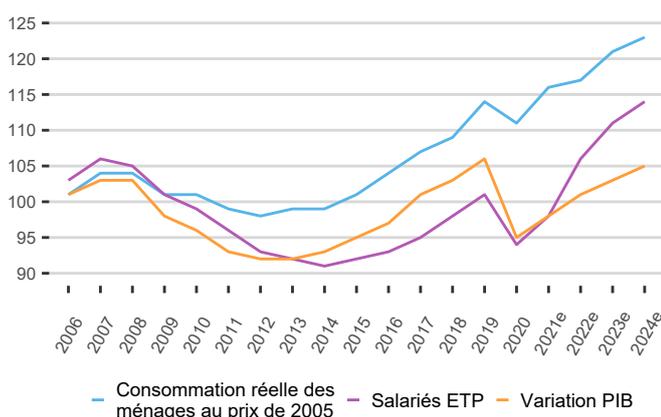


Source : Comptes économiques rapides - ISPF

### La consommation des ménages ralentit en volume

La consommation des ménages ralentit en 2024, s'établissant à + 1,3 % en volume, après une hausse de 2,2 % en 2023 qui s'expliquait par un rebond du revenu disponible des ménages et par les premiers signes de recul de l'inflation. Principal moteur de la demande en biens et en services en Polynésie française, en représentant 50 % de cette dernière et près des trois quarts du PIB, la consommation des ménages (514 milliards de F.CFP en francs courants en 2024) contribue pour 1 point à la croissance du PIB. Dépendant de l'évolution de ses principaux déterminants (démographie, revenu disponible, niveau d'inflation, anticipations des agents économiques, taux de chômage, taux d'intérêt réel, etc.), la progression de la consommation des ménages ralentit en 2024 et le taux d'épargne progresse.

**FIG. 3.** Évolution de la consommation des ménages et du nombre de salariés en équivalent temps plein (en points)



Source : Comptes économiques rapides - ISPF

La consommation des ménages a bénéficié d'une inflation en reflux (+ 1,2 % en 2024 en moyenne annuelle, contre + 3,3 % en 2023) et d'un revenu disponible des ménages toujours en hausse (+ 3,5 % en valeur), portée par un marché du travail dynamique et une hausse de la masse salariale publique et privée soutenue (+ 6 %).

**TABLE 2.** Les comptes des ménages

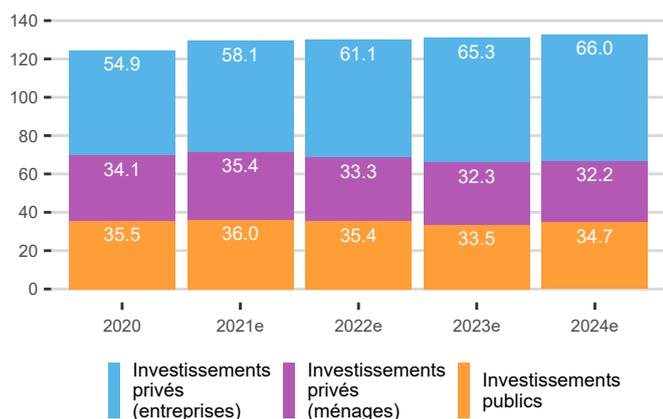
Unité : milliards de F.CFP	2023e	2024e	Variation 2024/2023
EBE	130	128	-1,4%
Salaires	319	338	6,1%
Autres revenus	69	72	3,0%
Prestations sociales	74	75	1,4%
Impôts	28	29	3,0%
<b>Revenu disponible</b>	<b>564</b>	<b>584</b>	<b>3,5%</b>

Source : Comptes économiques rapides - ISPF

### Les investissements publics progressent avec un effet Jeux olympiques, alors que ceux des ménages se contractent comme leurs crédits immobiliers

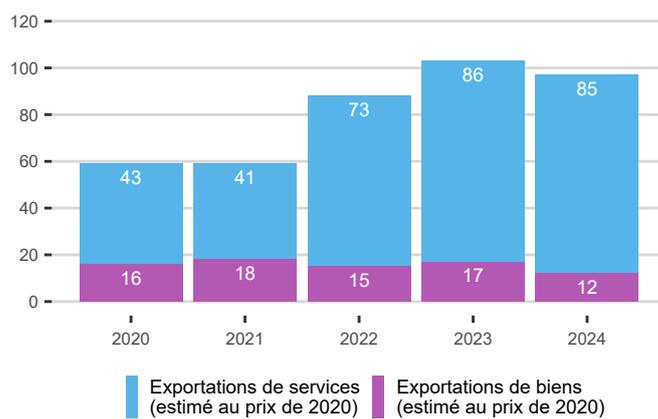
En 2024, l'investissement total croît de 1,6 % en valeur et de 1,3 % en volume pour contribuer à hauteur de 0,7 point à la croissance du PIB réel de 2024. L'investissement dans la construction progresse de 1 % en volume et de 2 % en valeur avec la commande publique qui croît (+ 3,7 % en volume et de 4 % en valeur), alors que celui issu de la demande privée reste stable. C'est le recul des investissements des ménages en volume (- 1 %) qui contraint la croissance des investissements privés (coût de l'investissement immobilier, taux d'intérêt des crédits immobiliers toujours élevé). Les investissements en biens d'équipements sont en léger recul comme en témoigne l'évolution en valeur des importations en biens d'équipement (- 1 %).

**Fig. 5.** Évolution de l'investissement par secteur (en milliards de F.CFP à prix constants)



Source : Comptes économiques rapides - ISPF

**Fig. 6.** Évolution par produit des exportations de biens et de services (en milliards de F.CFP à prix constants)



Source : Comptes économiques rapides - ISPF

### La balance des échanges extérieurs se dégrade contribuant pour - 1,7 point à la croissance

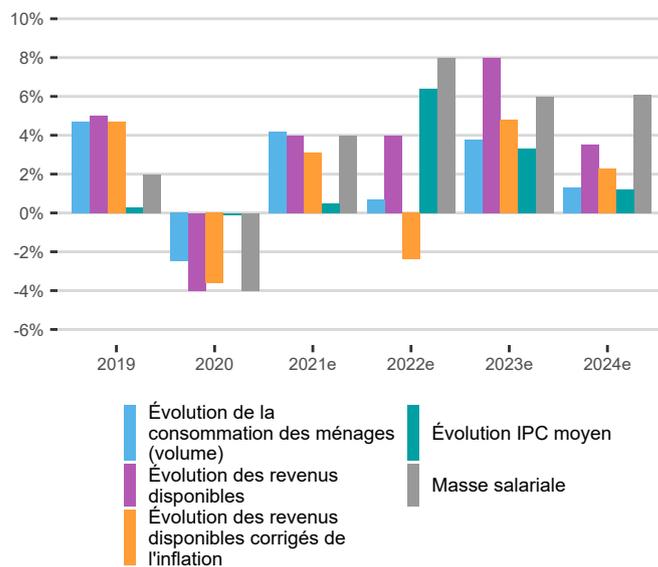
En 2024, les flux de commerce extérieur en volume marquent le pas après deux années de forte hausse. Les exportations diminuent (- 6 % après + 9,5 % en 2023), alors que les importations progressent légèrement (+ 1,3 % après + 4,4 % en 2023). Le solde extérieur en volume se dégrade. Cette situation s'explique surtout par la forte contraction des exportations de perles (- 45 % en volume) qui retrouvent ses niveaux de 2022, après des exportations exceptionnelles vers la Chine en 2023. Les exportations des autres biens locaux (poissons, vanille, etc.) restent globalement stables, alors que les exportations en volume de services se replient légèrement, tirées vers le bas par les exportations de services de transport (- 2 %), tandis que les importations de services sont en hausse (+ 1,7 %), avec notamment + 2,5 % de services de transport et + 1,5 % de services d'hôtellerie-restauration. Les importations de biens progressent de 1,2 %.

Les prix du commerce extérieur se replient : le déflateur des importations recule de 1 %, du fait notamment de la baisse des prix de l'énergie (- 10 %) et des biens de consommations. Celui des exportations progresse de 2,5 %, en raison de la hausse des prix dans le transport aérien. Avec la dégradation du solde extérieur en biens et du solde des dépenses touristiques, la balance commerciale de la Polynésie Française se creuse de 10 milliards par rapport à 2023, à - 146 milliards de F.CFP.

### Le pouvoir d'achat des ménages continue de croître

En 2024, le revenu disponible brut (RDB) de l'ensemble des ménages poursuit sa progression à un rythme moins soutenu (+ 3,5 % en francs courants, après + 6 % en 2023). Dans le même temps, le prix de la dépense de consommation finale, ou inflation, décélère (+ 1,2 %, après + 3,3 %). Au total, le revenu disponible corrigé de l'inflation, ou pouvoir d'achat croît de + 2,3 %, (après + 4,8 % en 2023) et reste bien supérieur à la croissance de la population (+ 0,2 %).

**Fig. 7.** Évolution des composantes du pouvoir d'achat



Source : Comptes économiques rapides - ISPF

## Une croissance économique qui soutient l'emploi

En 2024, l'emploi salarié augmente : les effectifs salariés en ETP progressent de 3,2 % avec 2 000 emplois salariés en ETP supplémentaires. Cette hausse de l'emploi salarié alimente la progression du taux d'emploi de 1,9 point, à 57,7 % mais aussi la baisse de 1 point du taux de chômage à 7,5 %. Les embauches sont essentiellement issues du secteur privé qui contribue pour 2,7 points à l'évolution totale. Ce sont les entreprises du commerce (+ 3,4 %), de l'hébergement restauration (+ 4,2 %) et du transport entreposage qui contribuent le plus à cette progression. Cette dynamique de l'emploi porté par la croissance permet aussi de diminuer la part des emplois considérés comme fragiles (contrats courts, stagiaires, non-salariés contraints) de 1,7 point pour se situer à 11,8 % de la population active. Cette part, la plus basse depuis cinq ans, s'illustre par la baisse du nombre de stagiaires et contrats précaires (- 9,4 %) et de non-salariés contraints ou informels (- 24,7 %) expliqué par le retour de plus de stabilité dans l'emploi.

### Définition(s)

**Revenu disponible brut des ménages** : comme le revenu disponible après les opérations de redistribution, le revenu disponible brut des ménages prend en compte le revenu initial, augmenté des prestations sociales reçues et diminué des impôts versés. Il s'agit du revenu dont les ménages disposent afin de consommer ou d'investir.

### Méthodologie

#### Les premiers résultats issus des comptes rapides

Les comptes économiques rapides en Polynésie française sont produits depuis 2014 par l'ISPF dans le cadre du projet CEROM en partenariat avec l'AFD et l'IEOM. Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année précédente. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif mais d'une estimation précoce. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données sera collectée. L'évolution du PIB réel (en volume) s'obtient après avoir enlevé de la croissance du PIB nominal (en valeur) ce qui est dû à l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet, en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne pourrait pas déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

## Les comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie polynésienne

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économétrique, de type keynésien, modèle dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année à partir d'hypothèses d'évolution de l'offre et de la demande de biens et services. En Polynésie française, ce modèle est construit avec 19 branches et 20 produits. Le modèle est basé sur le dernier TES (tableau des entrées-sorties) des comptes définitifs publiés de la comptabilité nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. En conséquence, le modèle reproduit de façon mécanique la structure comptable déterminée par le passé. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontieff, fondée sur les interactions entre branches et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut donc pas être utilisé pour simuler l'impact de changements dans ces comportements.

### Les publications du CEROM - Polynésie française

Pour en savoir plus : <https://www.cerom-outramer.fr/polynesie-francaise/publications/>

### Télécharger les données

 Toutes les données et données complémentaires

<b>Editeur</b>	Institut de la statistique de Polynésie française
<b>Collection</b>	Points Référence
<b>Numéro</b>	1492
<b>Auteur de la publication</b>	Julien VUCHER-VISIN
<b>Rédactrice en chef</b>	Nadine RESNAY
<b>Directeur de la publication</b>	Hugues HORATIUS-CLOVIS
<b>Dépot légal</b>	Août 2025
<b>Informations</b>	Immeuble Uupa - 1 <sup>er</sup> étage 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
<b>Téléphone</b>	+689 40 47 34 34
<b>Courriel</b>	ispf@ispf.pf
<b>Copyright</b>	© ISPF, Papeete 2025 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
<b>ISSN</b>	1247-7370

